

AFP, 13 décembre 2014

## La réforme territoriale à mi-chemin

Paris, 13 déc. 2014 (AFP) -

Chantier interminable, la réforme territoriale entre dans une semaine charnière, avec l'adoption définitive mercredi de la nouvelle carte des régions et, la veille, le début du débat sur "le gros morceau": la refonte des compétences des régions et départements.

Une France redessinée en 13 régions: n'en déplaise au Sénat, qui en voulait 15, c'est bien ce schéma-là qui va s'imposer, l'Assemblée nationale ayant le dernier mot.

Entre autres, il fusionne l'Alsace avec la Lorraine et Champagne-Ardenne, le Nord-Pas-de-Calais avec la Picardie, et Midi-Pyrénées avec Languedoc-Roussillon. Trois fusions contestées, la première surtout, avec des manifestations de rue d'ampleur toutefois limitée - une nouvelle étant programmée ce samedi à Strasbourg.

Le gouvernement n'aura consenti à des concessions qu'à la marge - "sa" carte prévoyait 14 régions. Il aura fallu six mois pour en arriver là, après trois navettes entre les deux chambres.

Les nouvelles régions, auxquelles il faut trouver un nom, entreront en vigueur le 1er janvier 2016. Ce seront "des régions plus fortes avec plus de compétences économiques, comme les régions allemandes, italiennes", selon le secrétaire d'Etat à la Réforme territoriale André Vallini.

Cet avènement est accueilli avec une froideur remarquée par nombre de présidents de régions. "Nouvelle carte: les Régions attendent le deuxième volet de la réforme", s'intitule le dernier communiqué de leur association, l'ARF.

"Une vraie comédie, ça va nous coûter la peau du dos", glisse un président de région.

"L'exécutif a voulu faire une opération de communication politique (...). Ce redécoupage jacobin va créer des régions gigantesques sans moyens, des colosses aux pieds d'argile", selon un universitaire réputé, Romain Pasquier.

Dans un contexte de compression des dotations de l'Etat aux collectivités, place désormais au "qui fait quoi" sur les territoires, ce dont va discuter le Sénat, repassé à droite fin septembre, mardi et mercredi (le débat sera ensuite suspendu jusqu'en janvier). C'est le projet NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République).

Une certitude rétablie après le retour de la gauche aux affaires en 2012, la clause de compétence générale va être à nouveau supprimée pour les régions et départements, comme ce fut le cas sous Nicolas Sarkozy.